LE RÉSEAU A LA PAROLE

Partenaire à part entière

La fusion des trois réseaux GAO, RD et SA est une bonne chose si, comme on le suppose, elle aboutit au renforcement des synergies et à l'accroissement de l'efficacité et non seulement à l'économie des ressources financières.

L'Inter-Réseaux devrait ainsi devenir une plate-forme de rencontres, d'échange, de partage et de solidarité pour le développement. Une participation plus active du Sud, comme partenaire à part entière devrait être envisagée : 50 % des membres du bureau et des divers comités devraient être du Sud et 50 % de leurs réunions devraient se tenir en Afrique. Des voyages d'études Nord-Sud devraient avoir une place importante. Jusqu'à présent, on nous a observés, on nous a faits parler et on a rapporté cela dans les lettres, bulletins ou dossiers. L'Inter-Réseaux doit nous ouvrir la porte à une participation plus active.

Daniel Kilem-Mbila. ACEEDAC, Congo.

Capital d'expériences

L'Inter-Réseaux devrait devenir un forum où vient se fondre les résultats de recherche-développement acquis ça et là en vue de constituer un capital d'expériences au service du développement. Ses principales qualités devraient être la régularité des publications pertinentes qui portent intérêt à l'Afrique dans sa diversité et comportant des rubriques économiques, sociales, techniques et politiques de développement. L'Inter-Réseaux pourrait s'appeler forum des réseaux pour le développement ou forum Nord-Sud pour le développement

Bonfoh Bedibete. Atakpamé, Togo.

Une cotisation annuelle

Comme qualité, l'Inter-Réseaux doit être objectif et considérer les problèmes des paysans, chercher des solutions à ces dits problèmes. Il doit être concret et actif sur le terrain. Quant au fonctionnement, il doit tenir compte d'un plan d'opération en partant des critères de lutte commune des trois réseaux. Pour rendre l'Inter-Réseaux plus actif et plus performant, il pourrait instituer une caisse avec une cotisation annuelle pour les membres de l'Inter-Réseaux. Avec cette somme, on pourrait organiser des voyages (visites) d'échanges, des séminaires, faire des projets, attribuer des crédits aux membres avec un quota fixé en fonction des revenus et des pays. Pour le bon fonctionnement, je souhaiterais que la revue de l'Inter-Réseaux paraisse quatre à cinq fois par an...

Julien Keita. École communautaire de Kourouza, Tominian, Mali.

L'aide, pour quel développement?

L'après-midi du comité technique a été consacré à un débat général autour de l'aide française au développement agricole et rural en Afrique sub-saharienne. Quatre intervenants d'horizons divers ont livré leur réflexion. Résumé des interventions et inventaire des conclusions.

Selon Michel Griffon (Cirad, organisme de recherche), les travaux de prospective qui se multiplient depuis cinq ans sur les politiques de coopération au Sud, font ressortir deux thèmes nouveaux : les questions liées à l'environnement et la globalisation des échanges. On constate aussi un manque d'analyse précise sur les thèmes de la pauvreté, la nutrition et la santé.

Alors que cela paraissait acquis, des études cherchent à faire reconnaître la place importante de l'agriculture dans l'économie des pays du Sud. Cela tombe plutôt bien : 75% des pauvres sont en milieu rural.

On cherche aussi à repérer des modèles qui permettraient d'augmenter la production agricole tout en luttant contre la pauvreté et la dégradation des ressources naturelles. C'est un peu le fondement de "la révolution doublement verte", démarche qui s'intéresse en priorité aux régions aux conditions difficiles.

Trois domaines sont concernés. Au niveau de la génétique, les plantes à haut rendement pourraient être diversifiées et celles des régions les plus pauvres améliorées. D'autre part, alors que la révolution verte avait fait table rase des milieux naturels, on cherche à mieux comprendre les écosystèmes pour ne pas les bouleverser. L'objectif est avant tout de collecter les savoirs paysans. Enfin, au niveau économique, les contraintes imposées aux États par l'ajustement structurel imposent de reconnaître et renforcer les organisations et structures intermédiaires favorisant les initiatives de base. En définitive, la "révolution doublement verte" intègre des orientations et des bonnes idées qui ont émergé ces dernières années.

Michel Colin de Verdière (Ministère de la Coopération) exprime son inquiétude devant *"la crise des idées au Nord en matière de développement"*. Il se demande si l'arrivée de nouveaux concepts (développement durable, révolution doublement verte...) ne cache pas une permanence dans les pratiques sur le terrain. De fait, on constate un certain *"consensus mou"* autour des programmes à destination du Sud et les discours des institutions changent : la Banque mondiale adopte maintenant un discours très social alors que la Coopération française fonde son intervention sur des considérations plus économiques.

Des questions non tranchées pèsent sur les choix à venir :

- Comment va évoluer le marché mondial des céréales avec la nouvelle place des pays d'Europe de l'Est et de la Chine ?
- Quels leviers privilégier pour agir sur les réalités agricoles et rurales du Sud ?

Selon le niveau d'intervention, les possibilités sont différentes. La politique agricole mondiale laisse peu de place aux agences de coopération pour agir. Reste alors la question de la cohérence et des complémentarités entre les politiques de coopération nationale et les options prises au niveau régional ou mondial : si la coordination des politiques est possible dans certains secteurs (viande), elle est difficile voire impossible dans d'autres (céréales, pêche).

Au niveau de chaque pays du Sud, il faut prendre le temps du débat pour construire en concertation avec les acteurs concernés, des politiques intégrant les investissements agricoles, les infrastructures, l'amélioration des conditions de vie, la recherche agricole

Séance de travail en Mauritanie

et le soutien à l'investissement privé. Tout cela aura des chances de participer au développement des pays du Sud si on met l'accent sur la formation et le renforcement de la structuration de la société civile.

Jean-Paul Vigier (Coordination Sud) explicite le décalage chez les ONG entre leur discours très stable et une pratique en pleine évolution. Historiquement, de nombreuses ONG se sont créées autour des questions alimentaires donc souvent agricoles. Ce thème de la lutte contre la faim reste mobilisateur encore aujourd'hui.
Dans les années 60/70, les ONG ont développé une vision idéalisée du monde rural doublée d'une critique forte de l'approche technocratique de l'agriculture par filière. Ces analyses s'accompagnaient souvent d'une critique du modèle productiviste des agricultures du Nord et d'une crainte des mécanismes de globalisation. L'époque se caractérisait aussi par l'existence de modèles alternatifs (modèle socialiste, recentrage local). Le discours actuel des ONG fait encore en partie référence à ces repères.
Pourtant, on observe actuellement une prise de conscience de l'évolution du monde et de la globalisation des marchés. Les ONG se tournent de plus en plus vers les villes, réfléchissent aux complémentarités avec les campagnes. L'appui aux organisations locales lui apparaît comme un défi majeur pour les ONG. Cela passe notamment par de nouvelles formules de contractualisation entre pouvoirs publics et ONG permettant de centrer les actions sur des domaines prioritaires et de faire un travail dans la durée.
L'autre défi majeur pour Jean-Paul Vigier se situe au Nord. A la faveur des difficultés économiques et du doute sur l'efficacité de l'aide, il existe un risque majeur de réduction de l'aide publique au développement (APD). Des assises de la coopération et de la solidarité internationale sont en préparation pour réagir et remotiver l'opinion publique et les décideurs en France.

Moussa Para Diallo, en partant de son expérience au sein de la fédération des paysans du Fouta Djallon (Guinée), explique les difficultés rencontrées par les organisations de producteurs :
- absence d'État de droit en Afrique ;
- concentration de la formation et de l'information dans les villes ;
- faiblesse des marges de manœuvre pour des organisations, encore jeunes ;
- obligation pour les partenaires - bailleurs de fonds de composer avec la politique du gouvernement en place.

Il note que l'aide au secteur agricole arrive de façon très réduite jusqu'aux paysans. Il faudrait viser l'objectif de 50% des fonds en direction du terrain mais on en est loin !

Plus de force

L'Inter-Réseaux, carrefour d'idées et d'expériences, est plus efficace car la fusion des trois réseaux lui donne plus de force. Il est complet, c'est à dire qu'il n'y aura plus une seule information, mais diverses informations. Il doit fonctionner grâce à la volonté de ses membres qui fournissent des idées. A mon avis, le nom Inter-Réseaux est bon.
Tchatchibara L. Essouwasinah. Bafilo, Togo.

Alternatives durables

Enda a collaboré à maintes reprises avec le réseau Solagral, et nous considérons positive la fusion des trois réseaux GAO, RD et SA. La synergie d'actions pourra se refléter en maximisant les échanges entre les pays et régions du Sud sur les expériences valorisant le recours aux ressources et techniques locales, en faisant jouer au mieux les transferts inter tiers-monde. Nous saisissons cette opportunité pour souhaiter à ce nouveau collectif, succès, en le souhaitant orienté résolument vers la perspective d'alternatives durables aux modèles de développement qui ont, récemment, été mis en œuvre sur un mode mimétique dans le tiers monde et particulièrement en Afrique...
Magdi Ibrahim. Enda Maghreb, Tunis.

Renforcer la communication

Pour ce qui est des enseignements de notre expérience, nous avons retenu en résumé, qu'en matière d'organisation paysanne, aussi bien l'État que les ONG, ont trop souvent "pensé" à la place des paysans eux-mêmes. Cela se traduit d'une part par l'adoption de méthodes d'approche et d'implication des paysans qui sont peu adaptées aux préoccupations et capacités de ceux-ci et d'autre part, par le fait que les principes et modèles associatifs qu'on leur propose ou qu'on leur impose ne correspondent pas au contexte sociologiques et culturels dans lesquels ces organisations évoluent. Ces deux éléments combinés à d'autres facteurs plus spécifiques aux régions d'implantation, expliquent souvent le quasi échec de la plupart des organisations paysannes du Burkina Faso.
J'estime qu'il faut renforcer encore plus la communication entre chercheurs et développeurs pour mieux soutenir les zones rurales surtout en ces temps de prolifération des ONG du Nord dans les pays du Sud. La communication des travaux déjà effectués ou en cours serait un actif très considérable pour l'Inter-Réseaux...
Kambire Serge - Burkina Faso

Et l'environnement?

Je me réjouis beaucoup de votre contribution à diffuser des informations intéressantes et des échanges internationaux sur la promotion des organisations paysannes et du développement rural à l'attention des responsables et développeurs des pays du Sud.
Concernant ainsi le devenir de l'Inter-Réseaux, il me

Le réseau a la parole (suite)

semble aussi important d'inclure comme thème prioritaire des groupes de travail, "la protection de l'environnement et le développement rural". A mon avis, il est vraiment opportun de lancer par le biais de la publication Inter-Réseaux des appels et des informations sur la situation alarmante de la dégradation de l'environnement, notamment dans les pays du Sud. Au niveau du budget de fonctionnement, n'est-il pas intéressant de mobiliser les membres afin qu'ils puissent participer sous forme de cotisations annuelles (même symboliques) au programme d'extension des activités Inter-Réseaux. L'organisation de la collecte serait à mettre en place.
Madagascar

Des relais au Sud

La fusion en 1996 des trois réseaux est un signe qu'il y a une certaine complémentarité entre eux. L'Inter-Réseaux ne pourra donc être qu'une structure plus grande et plus intégrée. A mon avis, les qualités principales de l'Inter-Réseaux devront être le dynamisme : l'Inter-Réseaux devra sans cesse rechercher la perfection car il aura maintenant des missions plus étendues. La structure de l'Inter-Réseaux devrait demeurer légère comme elle a été dans les trois réseaux. Mais il convient également de mettre en place au Sud de semblables unités légères dans les différents pays, mais suffisamment actives, pour coordonner les activités des membres de l'Inter-Réseaux. Les rencontres périodiques entre les membres des réseaux pourront être alors intensifier et même multiplier sous l'impulsion de telles unités. Ceci est susceptible d'accroître la participation des membres à la vie de l'Inter-Réseaux.
Bertrand Ottou Tabi. EFSC, Ebolowa, Cameroun.

Écouter le monde rural

La fusion des trois réseaux me paraît une excellente action. Votre idée de donner plus souvent la parole aux acteurs du Sud me semble impératif. On a trop longtemps décidé pour eux, de ce qui leur était bon et nécessaire (ou nous étaient bon), quel type de développement il devait accomplir, etc. L'échec cuisant de l'intensification agricole vivrière, que le FMI a de plus irrémédiablement fait voler en éclats avec la dévaluation du CFA, oblige à écouter le monde rural. Ce monde que certain agronomes décrivaient comme "faisant n'importe quoi, n'importe où et n'importe comment" (à propos des cultures associées de l'Ouest du Cameroun entre autre) a nourri les villes depuis 50 ans. Ces paysans ne disposent-ils pas de nombreux nom pour décrire le fonctionnement de leurs hydrosystèmes alors que ceux d'Europe n'en ont que deux ou trois !
Serge Valet, Hydropédologue. Poitiers, France.

Moussa Para Diallo demande une certaine bienveillance vis-à-vis des dérives enregistrées ici ou là, qu'il attribue notamment à la mentalité d'assistés très prégnante dans les campagnes et aux rythmes imposés par les partenaires.
Autre question : les liens avec la recherche. "*Dans notre région*, explique-t-il, *nous avons invité des chercheurs et des techniciens à venir sur le terrain. Ils ont vu et ont dit* : ce n'est pas la peine de continuer notre travail comme nous le faisions. Ce sont les paysans, ici, qui font la recherche. Il faut travailler avec eux".
Sur ce thème, un représentant du CNCR (Sénégal) affirme que les partenariats avec la recherche sont liés à des "*rapports de force, à une organisation et au partage des ressources*". Ce sont les organisations de producteurs qui ont pris l'initiative de contacts avec la recherche. Celle-ci répond maintenant de façon plus satisfaisante aux demandes locales des producteurs.

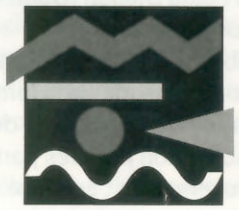
Quels thèmes de travail?

Après un riche débat, Gérard Winter précise quatre grands enjeux pour la suite des réflexions du groupe de travail consacré à l'aide publique au développement.

1. Appuyer l'émergence au Sud des nouveaux acteurs de la coopération.
Comment faire pour que l'APD se négocie et s'applique vraiment au plus près des intéressés ? Il est d'autant plus important de réfléchir à la diversification des acteurs de la coopération (États, organisations intermédiaires, ONG) que les opinions du Nord demandent une clarification de l'efficacité de l'aide.

2. Réaliser un travail d'animation sur le contenu de la "révolution doublement verte".
Faire connaître ces nouvelles approches et construire des éléments de jugement sur leur apport réel en termes de pratiques de développement : est-ce un nouveau discours, une nouvelle approche, une nouvelle pratique ?

3. Relégitimer l'APD en tentant de dégager un projet commun Nord-Sud.
Il est vain de croire qu'il suffit pour remobiliser l'opinion publique d'« agiter des chiffons rouges », de jouer sur les peurs du Nord, comme d'invoquer les « interdépendances inéluctables ». La crise des instruments de l'APD cache souvent une crise de finalité. Le dialogue au sein de l'IR peut contribuer à jeter les bases d'un projet commun. La question, très controversée, de la sécurité alimentaire mondiale peut nourrir cette réflexion.

4. Définir les nouvelles dimensions du développement rural.
Le discours qui fondait les engagements antérieurs en faveur du tiers monde, a pris un sérieux coup de vieux. Il faut réfléchir aux nouveaux enjeux du développement rural (influence des marchés, poids croissant des villes, rôle des organisations locales...) pour définir des stratégies de développement plus globales. Le prochain sommet mondial sur l'alimentation peut donner lieu à des contributions au sein de l'IR.

DEPUIS LE DÉBUT DE L'ANNÉE, POUR RENFORCER SA COMMUNICATION, L'INTER-RÉSEAUX S'EST DONNÉ UNE NOUVELLE IMAGE QUE NOUS VOUS PRÉSENTONS CI-CONTRE.